

RAPPORT D'ACTIVITÉ

SIFCO 2014



SYNDICAT DES INDUSTRIES FRANÇAISES
DES CO-PRODUITS ANIMAUX



04 PRÉSENTATION
DU SIFCO

06 LES GROUPES DE TRAVAIL

08 UNE QUALITÉ
EN CONSTANTE
AMÉLIORATION

12 AU CŒUR DE NOS MÉTIERS,
LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT

20 TOUJOURS PLUS
DE TRAÇABILITÉ

24 UNE RÉGLEMENTATION
QUI A PRODUIT DES EFFETS

32 LES INDICATEURS
DE L'ANNÉE 2014





Jean-Louis Hurel
Président du SIFCO

Près de 20 ans après le début d'une crise qui a secoué le monde de la viande, et plus généralement, le monde des produits alimentaires, les dangers inhérents à l'encéphalopathie spongiforme subaiguë transmissible, terme scientifique de la maladie dite de la « vache folle », semblent être écartés dans notre pays.

En effet, au moment où nous rédigeons ces lignes, la Commission européenne s'apprête à déclarer la France exempte de risque ESB.

Il s'agit d'un symbole important, tant les conséquences de la crise ont été perturbantes pour la filière viande et pour l'ensemble des adhérents de notre syndicat. Elles l'ont été également pour la société française dans son ensemble, très attachée à la qualité des produits alimentaires qu'elle consomme.

Parallèlement à ce changement général, la réglementation évolue pour exclure une grande partie de sous-produits animaux de la liste des MRS (matériels à risque spécifiés, retirés de la chaîne alimentaire).

Si la tendance générale de retour à une plus grande sécurité sanitaire est naturellement très bien accueillie par les entreprises de notre syndicat, il n'en demeure pas moins que ces nouvelles orientations réglementaires pourront avoir de lourdes conséquences

« L'année 2015 sera une véritable année de transition pour le devenir des sous-produits animaux. »

dans l'organisation industrielle des usines qu'elles exploitent et dans les marchés spécialisés des produits qu'elles fabriquent.

Compte tenu des orientations nouvelles attendues et partiellement écrites dans le présent rapport d'activité, nous pouvons, d'ores et déjà, affirmer que l'année 2015 sera une véritable année de transition pour le devenir des sous-produits animaux.

Tout l'enjeu sera de savoir si les habitudes alimentaires de consommation de la viande, au sens large, permettront une valorisation accrue d'une partie des denrées alimentaires qui ont disparu de nos assiettes, et si des industries comme la boyauderie, qui n'existent plus en France depuis près de 20 ans, réapparaîtront.

Mais en 20 ans, la planète a évolué, les distances se sont amoindries et les habitudes alimentaires ont suivi des évolutions sociétales réduisant le volume des produits carnés consommés dans certains pays et l'augmentant dans d'autres.

Il est encore trop tôt pour connaître toutes les conséquences immédiates de cette évolution intermédiaire de la réglementation, mais il semble important de sensibiliser tous les acteurs des métiers de la viande aux changements induits par ces nouvelles orientations.

Comme par le passé, les entreprises du secteur, et notamment les adhérents de notre syndicat, sauront s'adapter. Elles le doivent si elles veulent conserver la place de partenaire des filières viandes qu'elles occupent depuis de nombreuses années. En tout cas, elles semblent toutes prêtes à ces transformations, comme elles l'ont été au début de la crise, cette fois pour faire le chemin en sens inverse.

4 | PRÉSENTATION DU SIFCO



Composition du bureau :

De gauche à droite

PRÉSIDENT : Jean-Louis Hurel

VICE-PRÉSIDENT : Bernard Lafay

TRÉSORIER : David Bluche



SIFCO :

DÉLÉGUÉ : Bruno Point

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE :

Oriane Boulleveau

3 248

MILLIONS DE TONNES

C'est la quantité de matières premières collectées par les adhérents du SIFCO en 2014.

Les entreprises adhérentes au SIFCO exercent plusieurs métiers dont le point commun est la collecte, le traitement et la transformation des sous-produits et coproduits animaux, issus, notamment, des exploitations agricoles, des abattoirs, des ateliers de transformation de viande et des boucheries.

UNE PLACE SIGNIFICATIVE DANS L'ÉCONOMIE

Les onze adhérents du SIFCO intègrent :

► **68 unités de production** aux capacités technologiques performantes, réparties sur une quarantaine de sites, dont les 80 % sont consacrés à la transformation de sous-produits de catégorie 3 et alimentaire ;

► **Tonnages de matières premières traitées en 2014 :**

Total matières premières : 3 248 478 t

LE SIFCO FAIT PARTIE DE L'EUROPEAN FATS PROCESSORS AND RENDERERS ASSOCIATION (EFPPA), QUI REGROUPE VINGT-CINQ ASSOCIATIONS ISSUES DE DIX-NEUF PAYS.

Catégorie 3 et alimentaire : 2 350 633 t, générant :

Protéines animales :

672 198 t dont 556 347 t en petfood (sec et humide)

Corps gras animaux : 388 759 t dont 187 669 t en oléochimie

Catégories 1 & 2 : 897 845 t ;

► **3 412 emplois.**

UN RÔLE FONDAMENTAL DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En France, les sous-produits animaux collectés sont transformés en produits sanguins, protéines animales transformées (PAT), corps gras et farines, qui, stockés dans de bonnes conditions, sont « stables », **sans risque sanitaire et sans incidence sur l'environnement.**

Par leur activité, les unités de transformation génèrent des effluents aqueux et gazeux qui sont traités en interne et rejetés dans les milieux naturels, une fois purifiés.

Les usines de production sont donc munies d'équipements de **traitement de l'eau et de l'air**, dans le respect des normes fixées par la réglementation.

Les usines de transformation des sous-produits animaux participent à **la salubrité publique et à la protection de l'environnement** face aux risques environnementaux et sanitaires que générerait l'enfouissement des animaux morts par exemple.



L'ANNÉE 2014 EN DATES

Rencontres

AVEC LA DGAI :

- ▶ **16 avril** : Sur le projet d'arrêté technique
- ▶ **16 décembre** : Avec le Directeur de la DGAI
- ▶ **18 décembre** : Sur le projet d'ordonnance

Écotaxe

« POIDS LOURDS » :

- ▶ **22 janvier** : Courrier de réponse du Ministre des Transports au SIFCO
- ▶ **5 février** : Courrier de réponse du Premier Ministre au SIFCO
- ▶ **12 février** : Courrier de réponse du Ministre de l'Agriculture au SIFCO
- ▶ **27 février** : Rencontre du député de l'Indre, Président de la mission de l'Assemblée nationale
- ▶ **25 juin** : Substitution de la taxe « transit poids lourds » à l'écotaxe
- ▶ **4 juillet** : Dépôt de l'amendement à la loi de finances rectificative
- ▶ **8 août** : Loi n° 2014/891 de finances rectificative pour 2014 insérant dans l'article 271 du code des douanes l'exonération de l'écotaxe pour le transport des sous-produits animaux
- ▶ **10 octobre** : Report de l'application de la taxe transit poids lourds
- ▶ **30 octobre** : Rupture du contrat liant l'État à EcoMouv'

ITERG

- ▶ **Janvier à décembre 2014** : Poursuite de l'étude VALOCOGRASA (valorisation des corps gras animaux)

IED

- ▶ **28 février** : Courrier de la DGPR au SIFCO en réponse au courrier du SIFCO du 1^{er} octobre 2013

- ▶ **28 mars** : Courrier du SIFCO à la DGPR présentant le positionnement du SIFCO par rapport aux nouvelles rubriques créées en application de la directive « IED »
- ▶ **17 juin** : Courrier du SIFCO à la DGPR
- ▶ **10 mars** : Rencontre avec la DGPR sur l'IED et le statut « Déchet/sous-produit animal »
- ▶ **5 mai** : Rencontre avec la DGPR sur l'IED et le statut « Déchet/sous-produit animal »
- ▶ **19 septembre** : Réunion SIFCO / DGPR / DGAI sur l'IED et le statut « Déchet/sous-produit animal »
- ▶ **8 décembre** : Réunion SIFCO / DGPR / DGAI sur l'IED et le statut « Déchet/sous-produit animal »

2731-1 Enregistrement

- ▶ **17 juillet et 8 septembre** : Réunions avec la DGPR
- ▶ **29 septembre** : Visite d'une usine et d'un centre intermédiaire de catégorie 1 avec la DGPR

Équarrissage – Filière ruminants

- ▶ **29 janvier ; 8 juillet et 30 septembre** : Courriers au Ministre de l'Agriculture
- ▶ **24 septembre et 27 novembre** : Rencontres avec le cabinet du Ministre de l'Agriculture

BREF

- ▶ **17 novembre** : Lancement des travaux du groupe de travail EFPPA

Classement du sang

- ▶ **Janvier et février 2014** : Travail conjoint CELENE/SIFCO

MEMBRES ADHÉRENTS

COLLECTEURS ET TRANSFORMATEURS DE COPRODUITS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX

- ▶ **Akiolis Group**
- ▶ **Alva**
- ▶ **Bigard**
- ▶ **Cooperl**
- ▶ **Cornillé**
- ▶ **Gélatines Weishardt**
- ▶ **Rousselot**
- ▶ **Groupe Saria Industries**
- ▶ **Sica des Sables – Sica Aucre**
- ▶ **SOPA**
- ▶ **Vapran**
- ▶ **Groupe Verdannet**

MEMBRES ASSOCIÉS

FOURNISSEURS DE MATÉRIELS ET DE SERVICES

- ▶ **Groupe Berto**
- ▶ **DB Industries**
- ▶ **Flottweg**
- ▶ **GT Location**
- ▶ **Haarslev S.A.S**
- ▶ **Harburg Freudenberg**
- ▶ **Interfert**
- ▶ **Monts**

6 LES GROUPES DE TRAVAIL

Le SIFCO, pour structurer ses activités, s'appuie sur l'expertise de ses membres réunis au sein de groupes de travail.

Analyse du Cycle de Vie (ACV)

Étude et adaptation de la proposition de position méthodologique sur l'analyse du cycle de vie du traitement des résidus de matières animales réalisée par le cabinet PricewaterhouseCoopers.



ANIMATEUR
▶ Julie Thinat

MEMBRES

- ▶ Claire Dyon (Akiolis Group)
- ▶ Xavier Lambert (Cornillé SAS)
- ▶ Florent Maumusson (Vapran)
- ▶ Julie Thinat (Saria)

Communication

Fixer les objectifs de communication du SIFCO. Préparer les actions de communication.



ANIMATEUR
▶ Sophie Grégoire

MEMBRES

- ▶ Sophie Grégoire (Akiolis Group)
- ▶ Steven Luguët (Saria)

Énergies renouvelables

Analyses réglementaires et techniques des textes publiés ou en projet concernant notamment les biocarburants et les aspects énergétiques de la méthanisation.



ANIMATEUR
▶ Julie Thinat

MEMBRES

- ▶ Julie Thinat (Saria)
- ▶ Julien Petit (Akiolis Group)
- ▶ Nicolas Olivier (Groupe Verdannet)
- ▶ Xavier Lambert (Cornillé SAS)

Environnement

Réglementation ICPE. Économie de l'environnement. Politiques de développement durable. Métrologie et méthodes, dont : étude d'impact.



ANIMATEUR
▶ Claire Dyon

MEMBRES

- ▶ Claire Dyon (Akiolis Group)
- ▶ Stéphanie Gaillard (Saria)

Équarrissage

Préparer les positions du SIFCO. Suivi de la libéralisation du service public depuis juillet 2009. Analyse de la réglementation SPE.



ANIMATEUR
▶ Hervé Fumery

MEMBRES

- ▶ Frédéric Bellanger (Akiolis Group)
- ▶ Hervé Fumery (Saria)
- ▶ Jean-Marc Monnard (Groupe Verdannet)

Export

Relations avec FranceAgriMer pour la négociation des accords bilatéraux et des certificats sanitaires.



ANIMATEUR
▶ Olivier Navarre

MEMBRES

- ▶ Cécile Darcet (Cooperl Arc-Atlantique)
- ▶ Damien Duchenne (Akiolis Group)
- ▶ Bernard Lafay (Groupe Verdannet)
- ▶ Xavier Lambert (Cornillé SAS)
- ▶ Florent Maumusson (Vapran)
- ▶ Olivier Navarre (Saria)

Extranet

Mise en place et suivi du site Extranet du SIFCO.



ANIMATEUR
▶ Julien Petit

MEMBRES

- ▶ Julien Petit (Akiolis Group)
- ▶ Erwan Oges (Saria)

Maladies transmissibles

Rédaction de recommandations visant à guider les adhérents dans la mise en place d'une procédure évitant toute contamination du personnel aux différentes étapes du process ainsi que toute propagation dans la nature du virus provoquant des maladies.



ANIMATEUR
▶ Nicolas Boutesque

MEMBRES

- ▶ Didier Delorme (Saria)
- ▶ Nicolas Boutesque (Akiolis Group)
- ▶ Michel Gauthier (Saria)

Matières fertilisantes

Répondre aux enjeux actuels concernant les coproduits animaux destinés à être utilisés en engrais.



ANIMATEUR
▶ Erwan Oges

MEMBRES

- ▶ Xavier Lambert (Cornillé SAS)
- ▶ Damien Duchenne (Akiolis Group)
- ▶ Erwan Oges (Saria)

Qualité / Sécurité



ANIMATEUR
▶ Michel Gauthier

GBPH C3

Rédaction d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène « Sous-produits de catégorie 3 ».

MEMBRES

- ▶ Anne-Sophie Galichet (Akiolis Group)
- ▶ Michel Gauthier (Saria)

GBPH ALIMENTATION HUMAINE

Rédaction d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène « Alimentation humaine ».

MEMBRES

- ▶ Cyrielle Durand (Alva)
- ▶ Anne-Sophie Galichet (Akiolis Group)
- ▶ Michel Gauthier (Saria)
- ▶ Emmanuelle Lozier (Groupe Verdannet)
- ▶ Xavier Lambert (Cornillé SAS)
- ▶ Florent Maumusson (Vapran)

REACH

Rédaction des fiches de données de sécurité au regard du règlement « REACH ». Rédaction d'un argumentaire scientifique justifiant l'exclusion de nos produits du règlement « REACH ».

MEMBRES

- ▶ Michel Gauthier (Saria)
- ▶ Nicolas Boutesque (Akiolis Group)

Sous-groupe H₂S

Gestion du risque « H₂S » dans les usines au regard de la protection du personnel.



ANIMATEUR
▶ Nicolas Boutesque

MEMBRES

- ▶ Nicolas Boutesque (Akiolis Group)
- ▶ Didier Delorme (Saria)

Recherche mutualisée

Veille des travaux de R&D. Suivi des travaux de recherche menés par l'ITERG pour le SIFCO.



ANIMATEUR
▶ Vincent Loussouarn

MEMBRES

- ▶ Vincent Loussouarn (Akiolis Group)
- ▶ Samuel Lechevin (Saria)

Sous-groupe ad hoc :

Protéines hydrolysées

MEMBRES

- ▶ Romain Fillières (Akiolis Group)
- ▶ Mélanie Guedon (Akiolis Group)
- ▶ Thomas de Verdelhan (Saria)

Réglementation

Veille réglementaire (France et Europe). Suivi des projets de textes. Suivi des travaux de l'EFPPA.



ANIMATEUR
▶ Julien Petit

MEMBRES

- ▶ Cécile Darcet (Cooper|Arc-Atlantique)
- ▶ Julien Petit (Akiolis Group)
- ▶ Erwan Oges (Saria)

Réséda

Réflexion sur l'orientation stratégique de RESEDA en lien avec les attentes du SIFCO.



ANIMATEUR
▶ Julien Petit

MEMBRES

- ▶ Julien Petit (Akiolis Group)
- ▶ Michel Gauthier (Saria)

Statut « Déchets / Sous-produits animaux »

Rédaction d'argumentaires et comparatifs des deux réglementations. Préparation et participation aux réunions avec le MEDDE (DGPR).



ANIMATEUR
▶ Line Duvermy

MEMBRES

- ▶ Line Duvermy (Saria)
- ▶ Nicolas Olivier (Groupe Verdannet)
- ▶ Julien Petit (Akiolis Group)
- ▶ Gilles Puechal (Sopa)

Transport

Éco-taxe. Transport des matières de catégorie 3, notamment des graisses en citernes. Transport des matières de catégories 1 & 2. Protocoles de nettoyage-désinfection.



ANIMATEUR
▶ Philippe Busseron

MEMBRES

- ▶ Philippe Busseron (Saria)
- ▶ Stéphane Duclocher (Groupe Verdannet)
- ▶ Frédéric Merland (Akiolis Group)
- ▶ Didier Robin (Vapran)





UNE QUALITÉ EN CONSTANTE AMÉLIORATION

L'un des rôles majeurs des adhérents du SIFCO est de garantir une qualité irréprochable et des valorisations les plus performantes des sous-produits animaux qu'ils collectent et traitent.

La recherche de qualité, de sécurité et de valorisations performantes

Les adhérents du SIFCO agissent en faveur d'une constante amélioration de la qualité de leurs activités. L'élaboration et la mise en application de guides de bonnes pratiques d'hygiène en sont l'un des leviers, de même que la participation aux travaux réglementaires et de normalisation en cours.

LES GUIDES DE BONNES PRATIQUES D'HYGIÈNE, PREUVES DE NOS ENGAGEMENTS DE QUALITÉ

Le SIFCO s'est donné pour mission d'élaborer les guides de bonnes pratiques d'hygiène (GBPH) et son groupe de travail est constitué de personnes du service qualité de plusieurs entreprises.

Un premier guide a été rédigé et mis en application dans les usines traitant des sous-produits de catégorie 3. Et, pour lui donner tout son poids, ce guide est entré dans la procédure de validation par l'Administration, procédure qui devrait aboutir en 2015 selon les prévisions.

Parallèlement, le SIFCO a rédigé un guide concernant les coproduits animaux destinés à l'alimentation humaine. Ce document est également entré dans la procédure de validation par l'Administration et doit être étudié par les différents services concernés au cours de l'année 2015.

16 juin

ENVOI DU GUIDE DE BONNES PRATIQUES D'HYGIÈNE « ALIMENTATION HUMAINE » À LA DGAI.

ÉTUDE VALOCOGRASA

L'étude sur la VALOrisation des CORps GRAS Animaux (VALOCOGRASA) lancée par le SIFCO, avec le soutien de FranceAgriMer, et réalisée par l'ITERG (Institut des corps gras) s'est poursuivie tout au long de l'année 2014.

Cette étude contient quatre volets :

- technique et nutritionnel par l'étude des acides gras et leurs impacts nutritionnels ;

- qualité et sécurité sanitaire des corps gras par la recherche des substances indésirables ;
- environnemental par l'évaluation de l'impact de l'incorporation de corps gras animaux dans l'alimentation des animaux ;
- sociétal et éthique.

Les résultats de cette étude sont attendus au cours de l'année 2015.

MATIÈRES FERTILISANTES

Les adhérents du SIFCO valorisent des produits dérivés issus de sous-produits animaux sur le marché des fertilisants. Pour cette raison, le syndicat participe aux travaux réglementaires et de normalisation des produits.

Ainsi, la Commission européenne entreprend actuellement une refonte



AQUACULTURE

globale du règlement (CE) n° 2003/2003 fixant les règles de mise sur le marché des fertilisants minéraux dans l'Union européenne. L'objectif est notamment de l'élargir aux fertilisants organiques et organo-minéraux. Ce travail européen a mis en suspens les travaux au niveau français en 2014, notamment la révision de la norme NF U 42-001, qui définit les conditions de mise sur le marché des engrais en France. Les travaux français reprennent cependant en 2015, dans l'attente de l'aboutissement des échanges européens, aujourd'hui suspendus. Parmi les changements envisagés au niveau français, des seuils d'innocuité ont été fixés et le taux minimum en P_2O_5 des poudres de viande a été révisé en cohérence avec les productions actuelles. Le SIFCO participe également au projet de norme pour la mise sur le marché des digestats de méthanisation. Ceux-ci peuvent être issus de sous-produits animaux. Mais les travaux avancent lentement car les acteurs de ce secteur sont

Le SIFCO a été sollicité par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) pour s'exprimer sur la durabilité des ingrédients utilisés dans la fabrication des aliments pour les poissons, dans le cadre d'un dossier portant sur « l'aquaculture durable ». Un groupe de travail a rédigé un document proposé à l'UICN pour présenter nos filières de traitement des sous-produits de volailles et de porcs aptes à proposer des produits finis, PAT, produits sanguins et graisses animales dont l'utilisation dans la composition des aliments pour poissons serait pertinente pour leurs qualités nutritionnelles, leurs prix et leurs performances en matière de durabilité.

très diversifiés et les consensus avec l'autorité compétente difficiles à trouver.

LA RECHERCHE DE VALORISATION À L'EXPORT

Le SIFCO travaille avec FranceAgriMer pour développer les marchés dans les pays tiers. Les échanges sont productifs et efficaces. Ainsi, des certificats ont été validés ou sont en cours de négociation et des demandes d'accords bilatéraux ont été déposées. Par ailleurs, au regard de l'évolution de la plupart des États membres vers le statut « risque ESB négligeable », la Commission européenne envisage de supprimer l'obligation de signer des accords bilatéraux préalables pour les exportations de PAT vers les pays tiers. Les certificats sanitaires ne seraient cependant pas remis en cause. ●





AU CŒUR DE NOS MÉTIERS, LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'intégration des sites de production dans l'environnement a toujours été une préoccupation primordiale pour les entreprises adhérentes. Aujourd'hui s'y ajoute l'impact environnemental des produits au sein de la filière.

Réduire l'impact environnemental de nos activités

À l'aube de la 21^e conférence climat (COP21) présidée par la France en 2015, les impacts environnementaux des produits sont plus que jamais au centre des préoccupations.

LES DÉBATS SUR L'AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL PORTÉS AU NIVEAU EUROPÉEN

Le dispositif d'évaluation et d'affichage des impacts environnementaux des produits de grande consommation, annoncé dans la loi « Grenelle II » en 2010, tarde

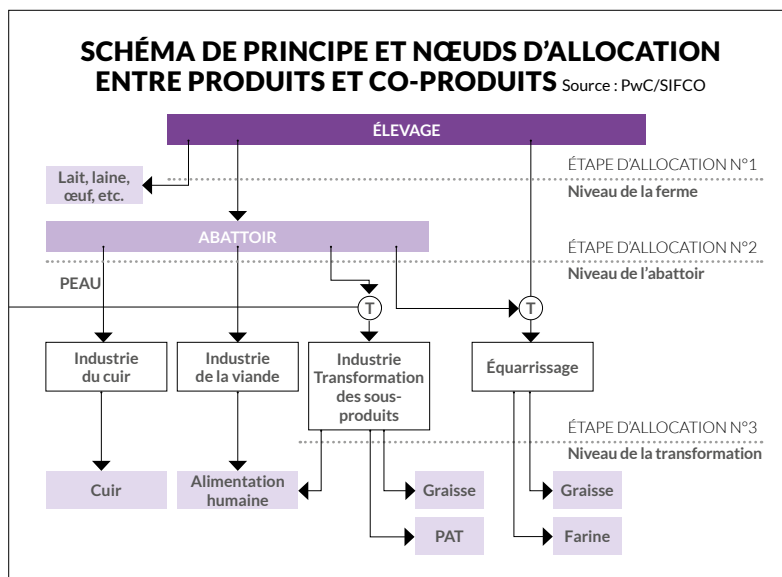
à se mettre en place en France. Ayant fait l'objet d'une expérimentation nationale pendant plus d'un an, le dispositif n'est pas prêt à être généralisé, principalement en raison de blocages méthodologiques : tout l'enjeu est d'apporter des informations fiables, pertinentes et compréhensibles. Cependant, la multiplicité des produits concernés a engendré des

difficultés pour établir une méthodologie robuste, malgré la mise en place de groupes de travail sectoriels chargés de créer des référentiels spécifiques, sous la co-gouvernance de l'ADEME et de l'AFNOR. En effet, pour pouvoir évaluer l'impact environnemental global d'un produit fini, il est nécessaire de remonter en amont de sa production, afin de prendre en compte tout son cycle de vie. À chaque étape du cycle de vie, une règle d'allocation des impacts entre produits et sous-produits générés doit être définie.

Pour nos matières, le principal enjeu est l'allocation des impacts entre la viande et les sous-produits animaux.

Comme en témoignent les résultats de l'étude ACV (pour « Analyse de Cycle de Vie »), menée par Pricewaterhouse Coopers (PwC) pour le SIFCO, ces résultats varient énormément selon le type d'allocation utilisée pour la répartition des impacts.

Une note de position de l'ADEME, publiée en octobre 2014, précise qu'à ce nœud d'allocation, « la position en faveur d'une allocation massique est non tenable », dans la mesure où elle revient à allouer des impacts considérables aux sous-produits animaux au





regard de ceux affectés à la viande. L'ADEME conclut qu'il faut « répartir les impacts environnementaux selon une affectation économique ».

Le choix du type d'allocation étant très impactant pour les produits finis, il a fait l'objet de nombreux échanges entre les filières concernées. Avec le lancement en 2014 de l'expérimentation européenne sur l'affichage environnemental, ces débats ont été relayés au sein d'un groupe de travail spécifique, le « Cow Model Working Group », créé à la demande de la Commission européenne dans le but de statuer sur le type d'allocation à définir pour chaque nœud.

L'Europe entend bien profiter de l'expérience française pour désamorcer les éventuels blocages méthodologiques.

LES GRAISSES ANIMALES, DES BIOCOMBUSTIBLES DURABLES POUR LE MARCHÉ DU BIODIESEL

En sus de l'affichage environnemental, les méthodologies de calcul des impacts environnementaux des produits ont également un rôle prépondérant dans l'attribution de valeurs d'émissions de gaz à effet de serre aux matières utilisées pour la production de biocarburants.

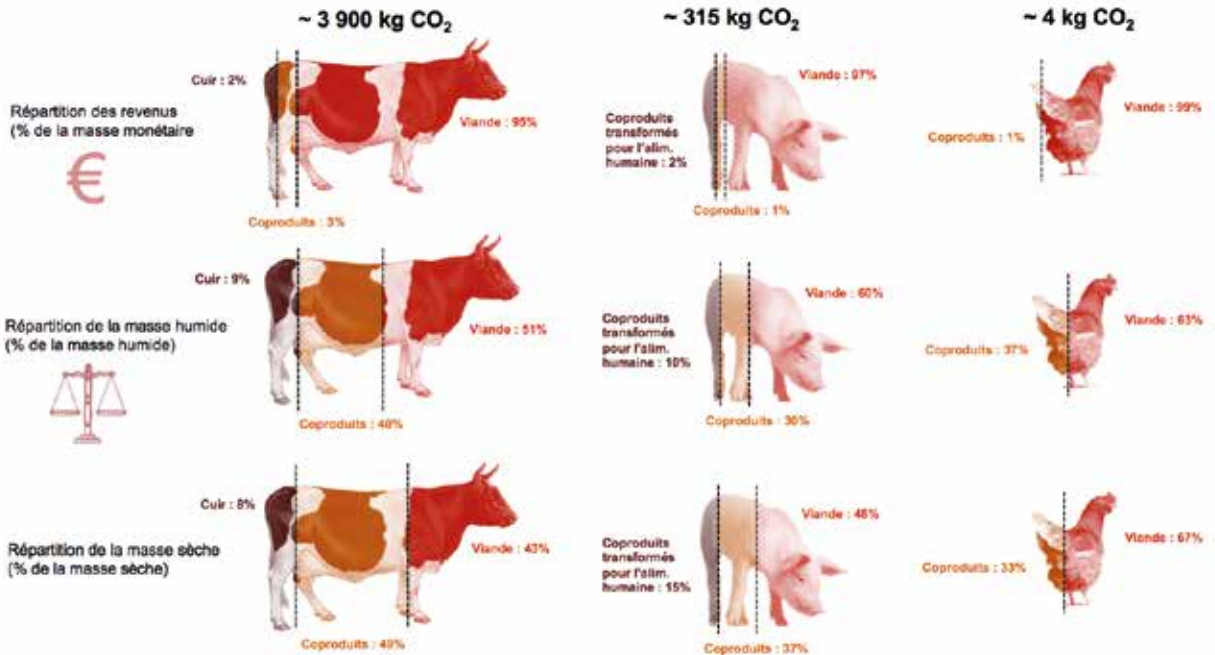
La directive 2009/28/CE, dite directive « EnR » (Énergies Renouvelables), donne les valeurs d'émissions de gaz à effet de serre par défaut des biocarburants, après analyse de leur cycle de vie. Le biodiesel issu de graisses animales (EMHA, pour Ester Méthylique d'Huiles Animales) permet une réduction

de 83 % d'émissions de gaz à effet de serre par rapport au carburant fossile de référence, soit le pourcentage de réduction le plus élevé parmi les biocarburants de la filière gazole.

La méthodologie d'ACV utilisée pour arriver à ce résultat a, par ailleurs, été analysée par l'IFEU (Institute for Energy and Environmental Research), un institut de recherche indépendant auquel la Commission européenne fait appel dans le cadre de projets sur l'impact environnemental notamment.

L'IFEU a examiné la pertinence des choix d'allocation entre produits et sous-produits utilisés dans la directive « EnR » et leurs conséquences sur les résultats d'émissions de gaz à effet de serre. Leur étude confirme la méthodologie de calcul utilisée et par conséquent ●●●

SYNTHÈSE DE LA RÉPARTITION DU TOTAL DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) PAR ANIMAL

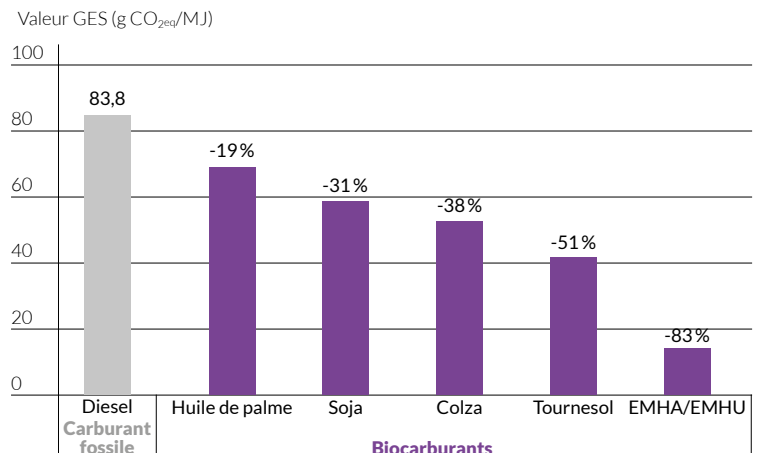


- la valeur de réduction d'émissions de gaz à effet de serre attribuée aux EMHA.

Le biodiesel élaboré à partir de graisses animales se positionne donc comme une alternative durable aux biocarburants d'origine végétale : bénéficiant du meilleur pourcentage de réduction par rapport aux carburants fossiles de référence, il n'entre pas en compétition avec les ressources alimentaires et permet ainsi de répondre aux enjeux actuels en termes d'économie circulaire.

(L'étude de l'IFEU est disponible sur le site internet de l'EFPR)

VALEUR & POURCENTAGE DE RÉDUCTION DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)





LES SOUS-PRODUITS ANIMAUX ET LA NOTION DE « DÉCHETS »

Les sous-produits animaux sont régis depuis de nombreuses années par une réglementation européenne qui leur est propre. Ainsi, les règlements européens (CE) n°1069/2009 et (UE) n°142/2011 (remplaçant le règlement (CE) n°1774/2002) définissent un cadre strict et précis en ce qui concerne la collecte, le transport, le traitement et l'utilisation des sous-produits animaux et leurs produits dérivés.

Parallèlement, la directive cadre n° 2008/98/CE du 19 novembre 2008 constitue le cadre général européen de la législation relative aux déchets. Elle exclut de façon claire les sous-produits animaux : « Le règlement (CE) n° 1774/ 2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine prévoit, entre autres, des règles proportionnelles pour la collecte, le transport, la transformation, l'utilisation et l'élimination de tous les sous-produits animaux, y compris les déchets d'origine animale, et permet ainsi d'éviter que ces déchets présentent un risque pour la san-

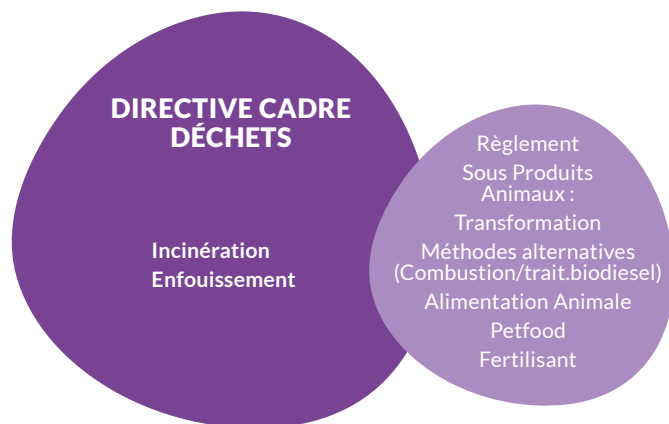
té animale et humaine. Il convient donc de clarifier le lien avec ledit règlement et d'éviter la duplication des règles par l'exclusion du champ d'application de la présente directive des sous-produits animaux, lorsqu'ils sont destinés à des utilisations qui ne sont pas considérées comme des opérations de traitement de déchets ».

La transcription en droit français de la directive (ordonnance de transposition

n° 1579/2010) n'a pas repris dans son champ d'application l'exclusion des sous-produits animaux, qui se voient ainsi appliquer en France une double réglementation.

Le SIFCO a donc entrepris de travailler sur ce sujet, afin d'éviter que les sous-produits animaux ne soient assujettis à cette double réglementation. En effet, la juxtaposition de ces deux corps de textes réglementaires générerait une complexité ●●●

PÉRIMÈTRE DE LA DIRECTIVE « DÉCHETS » ET DU RÈGLEMENT « SOUS-PRODUITS ANIMAUX »



●●● et des risques d'incohérences non justifiés. Après un travail de caractérisation de l'ensemble des flux de matières générés par les adhérents du SIFCO et d'étude des conséquences de l'application d'une double réglementation sous-produits animaux et déchets, le groupe de travail a débuté dès 2012 les échanges avec la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques, appartenant au MEDDE). Plusieurs rencontres ont eu lieu. Le groupe de travail continue les échanges avec les interlocuteurs de la DGPR, en concertation avec le ministère de l'Agriculture et d'autres représentants des filières viande, afin d'éviter de faire peser sur les industriels membres du SIFCO et, plus généralement, sur l'ensemble des acteurs des filières viande en France, les conséquences négatives qu'engendrerait l'application d'une double réglementation aux sous-produits animaux.

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

► Émissions industrielles - IED

Courant 2013, la parution de décrets a achevé la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (dite directive « IED ») qui prévoit la création de nouvelles rubriques ICPE 3000 et suivantes. Depuis la proposition du SIFCO, en novembre 2013, des rubriques 3000 correspondant à leurs activités, les discussions avec les autorités compétentes se poursuivent. Malgré plusieurs réunions et échanges de courriers, une divergence entre l'administration et le SIFCO persiste concernant le positionnement de certaines installations de traite-

ment de sous-produits animaux au regard de ces nouvelles rubriques ICPE.

Parallèlement, la Commission européenne a engagé un travail de révision des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles (les « BREF »). Le SIFCO a été sollicité pour participer au groupe de travail organisé par l'EFRA sur le BREF « abattoir et traitement de sous-produits animaux ».

Une première réunion de lancement a eu lieu en novembre 2014 et un questionnaire de recueil de données est en cours de finalisation. En parallèle, le SIFCO s'est rapproché de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR), afin de suivre l'évolution de ce dossier au niveau français. La version réactualisée de ce document est, à ce jour, prévue pour 2017.

► ICPE 2731-1 Enregistrement

La DGPR a décidé de créer un régime d'enregistrement pour les sites classés sous la rubrique ICPE 2731. Des projets de décret et d'arrêté ont été proposés en ce sens par la DGPR en juillet 2014. Ceux-ci créent un régime « ICPE 2731-1 Enregistrement » permettant notamment le transit en conteneurs sans déchargement de sous-produits d'origine animale. Le SIFCO, consulté en amont, a pu faire part de ses remarques à l'administration. Mais la version modifiée de ces textes, transmise en novembre 2014, a intégré de nouvelles modifications, telles que le remplacement de la notion de « sous-produits d'origine animale » par celle de « sous-produits animaux », en harmonisation avec le règlement sanitaire européen n°1069/2009, et l'exclusion des biodéchets de la rubriques ICPE 2731. Le SIFCO aurait souhaité éviter ce changement de périmètre d'application de la rubrique, mais les textes ont été soumis en l'état au Conseil Supérieur de

Prévention des Risques Technologiques (CSPRT) en décembre 2014. Le décret est aujourd'hui en attente d'avis du Conseil d'État avant publication.

► Seveso III

Deux décrets publiés en mars 2014 ont modifié la nomenclature des installations classées et le livre V du code de l'environnement, afin de tenir compte de la directive « Seveso III » n° 2012/18/UE et du règlement « CLP » (Classification, Labelling, Packaging) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges. Sont revues en conséquence les quantités (« seuils Seveso ») de substances ou mélanges dangereux qui peuvent être à l'origine d'accidents majeurs, ou qui présentent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations, ou pour l'environnement.

Lors de leur entrée en vigueur le 1^{er} juin 2015, de nouvelles rubriques ICPE 4000 et suivantes seront créées, d'autres seront modifiées et certaines enfin seront supprimées.

Jusqu'à présent, les sites du SIFCO n'étaient pas concernés par les réglementations « Seveso » et « Seveso II ». Mais avec les abaissements de seuils de « Seveso III », ils sont susceptibles de le devenir. Dans ce sens, un recensement et une caractérisation des substances et mélanges dangereux, sur la base de la classification « CLP », sont réalisés, afin de déterminer l'éventuel futur classement ICPE des sites. Pour les installations nouvellement concernées par ces dispositions, les demandes d'antériorité devront être réalisées avant le 1^{er} juin 2016. Les sites disposeront ensuite d'un délai d'un à deux ans supplémentaires (selon le type de document demandé, étude de dangers...) pour se conformer à la nouvelle réglementation.



Concernant les garanties financières, les sites concernés ont réalisé les démarches nécessaires.

LE TRANSPORT, ACTIVITÉ INDISPENSABLE À LA TRANSFORMATION DES SOUS-PRODUITS ANIMAUX

La fin de l'année 2013 a laissé l'ensemble des professionnels dans une totale expectative quant à la mise en place de l'écotaxe, devenue ensuite « taxe de transit poids lourds ». 2014 n'en fut pas pour autant une année moins riche en rebondissements. Le SIFCO s'est attaché à poursuivre des

démarches en vue d'obtenir la dérogation du dispositif de taxe de transit poids lourds pour les collectes de sous-produits carnés. Il a ainsi été auditionné dans le cadre de la mission menée par le député Jean-Paul Chanteguet, puis a entrepris de faire amender la loi.

Présenté le 10 juillet 2014, l'amendement du SIFCO a été validé par l'Assemblée nationale et le Sénat. La loi de finances rectificative n° 2014-891 du 8 août 2014 prévoit ainsi l'exonération de l'écotaxe pour les « *véhicules transportant des déchets d'animaux ou des carcasses non destinées à la consommation humaine* » (article 16 de la loi).

Fort de cette avancée significative, le SIFCO s'est dès lors attaché à définir le périmètre exact de cette dérogation. Mais, le 10 octobre 2014, sous la pression des transporteurs routiers, la Ministre de

l'Écologie a annoncé un nouveau report de l'application de cette taxe. Des concertations devaient être engagées afin de modifier une nouvelle fois les modalités d'application.

Le 30 octobre 2014, l'abandon total de la taxe de transit poids lourds fut annoncé officiellement, ainsi que la rupture du contrat avec Ecomouv, structure chargée contractuellement de la mise en place et de l'encaissement de la taxe.

En contrepartie de cet abandon, la taxe de 4 centimes d'euro appliquée sur le Gas-Oil au 1^{er} janvier a été étendue à l'ensemble des transports routiers, des restrictions de circulations sont appliquées sur le territoire et des pastilles vertes sont mises en place.

Le SIFCO reste attentif aux dispositions prises localement concernant les transports routiers. ●

« Le 30 octobre 2014, l'abandon total de la taxe de transit poids lourds fut annoncé officiellement. »





TOUJOURS PLUS DE TRAÇABILITÉ

Les entreprises chargées de l'équarrissage ont un rôle important dans l'identification des animaux, la surveillance de la mortalité et la prévention des épizooties.

Identification et traitement des animaux trouvés morts

Qu'il s'agisse des filières bovins, équidés, animaux de rente ou encore ovins, la traçabilité des animaux trouvés morts est un impératif pour les adhérents du SIFCO en charge de l'équarrissage.

MARCHÉS ATM (ANIMAUX TROUVÉS MORTS)

Après plusieurs reports sur le deuxième semestre 2013, les nouveaux marchés ATM ont été finalisés fin 2013 pour débiter le 1^{er} janvier 2014. Des changements de prestataire équarrissage ont eu lieu sur une dizaine de départements en France, occasionnant des contestations devant les tribunaux, des réquisitions pour le marché public FranceAgriMer et un changement d'habitudes pour les éleveurs.

Pour faire entrer tous les éleveurs dans le système de l'ATM, une « liste négative » a été mise en place. Des échanges et des réunions ont eu lieu sur l'année 2014 entre le SIFCO et l'ATM « Éleveurs de Ruminants », pour faciliter la mise en place de ce dispositif : il s'agit pour les équarrisseurs de renvoyer les éleveurs non à jour de leur CVO Équarrissage (Cotisation Volontaire Obligatoire) vers l'ATM Éleveurs de Ruminants.

Un essai concluant a d'abord eu lieu en juin 2014 sur quatre départements, puis le dispositif a été étendu au périmètre

national sur la fin 2014 et continuera à l'être sur 2015.

Par ailleurs, le SIFCO est intervenu pour représenter les intérêts de ses adhérents équarrisseurs concernant le financement des contrôles des marchés ATM par FranceAgriMer sur la période 2014-2015. Un accord a été trouvé avec les différentes parties prenantes (ATM, FranceAgriMer, équarrisseurs) pour pérenniser ces contrôles, au moins jusqu'à fin 2015.

Parallèlement, tout au long de l'année 2014, le SIFCO a œuvré pour obtenir, à la demande des adhérents concernés, le recouvrement des sommes dues par l'ATM Éleveurs de Ruminants, dans le cadre du précédent marché ATM (période août-septembre 2013).

Plusieurs réunions et échanges ont eu lieu avec l'ATM, notamment au Cabinet du ministère de l'Agriculture. Début 2015, un mandataire judiciaire a été nommé par le tribunal de grande instance de Paris pour aider l'ATM à trouver des solutions. Cette dette pèse lourdement sur le fonctionnement des entreprises d'équarrissage.



DÉMATÉRIALISATION DES PASSEPORTS BOVINS

En 2015, le SIFCO devrait être sollicité pour les premiers tests mettant en œuvre la dématérialisation des passeports bovins.

« En janvier 2014, après les différents scandales liés à la viande de cheval, la DGAL a sollicité le SIFCO pour mieux évaluer les modalités de l'équarrissage équin et la traçabilité des équins morts. »

IDENTIFICATION DES BOVINS EN BDNI (BASE DE DONNÉES NATIONALE D'IDENTIFICATION)

Depuis avril 2014, les données équarrissage déversées chaque jour par tous les équarrisseurs français dans le Système d'Information Général de l'Alimentation (SIGAL) de la DGAI, alimentent la BDNI (Base de Données Nationale d'Identification) en données sur l'identification des bovins morts. La DGAI a réuni un groupe de travail incluant le SIFCO, pour remédier aux incohérences entre les données issues de SIGAL et celles de la BDNI, issues des notifications des éleveurs. Les travaux du groupe de travail se poursuivent sur l'année 2015, pour permettre une fiabilisation des données d'identification bovine et améliorer la traçabilité.

FILIÈRE ÉQUIDÉS

En janvier 2014, après les différents scandales liés à la viande de cheval, la DGAI a sollicité le SIFCO pour mieux évaluer les modalités de l'équarrissage équin et la traçabilité des équins morts. En juin 2014, deux inspecteurs du Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER) ont auditionné le SIFCO, pour établir un diagnostic sur l'équarrissage dans la filière équidés, à la demande du cabinet du Ministre de l'Agriculture. Un rapport du CGAAER a été publié, préconisant notamment de mieux faire connaître l'ATM Équidés.

Ces différents échanges ont mis en évidence les difficultés rencontrées pour assurer la traçabilité de la filière, notamment en raison de l'enfouissement des chevaux morts.

OMAR (OBSERVATOIRE DE LA MORTALITÉ DES ANIMAUX DE RENTE)

En 2014, le SIFCO a participé aux travaux de l'observatoire de la mortalité des animaux de rente, appelé OMAR. Cet observatoire, piloté par l'ANSES et l'INRA, sous l'égide de la DGAI, à partir des données issues de SIGAL et de la BDNI, a pour objectifs principaux de modéliser la mortalité des animaux de rente et d'évaluer l'intérêt de la mortalité comme indicateur pour la surveillance de

la santé des animaux. En 2014, OMAR n'était concerné que par les données de mortalité bovine mais son action pourrait être étendue en 2015 à la mortalité équine.

ESST (ENCÉPHALOPATHIES SPONGIFORMES SUBAIGUËS TRANSMISSIBLES)

Pour les ovins, le pourcentage de prélèvements à réaliser, en vue du dépistage rapide de la tremblante, est passé d'un quota par site en 2013, correspondant à environ 16% des ovins de plus de 18 mois, à un pourcentage en 2014 de 10%, taux reconduit pour 2015.

Pour les caprins, le taux de prélèvement est maintenu à 100% des caprins de plus de 18 mois en 2014, reconduit en 2015. ●







UNE RÉGLEMENTATION QUI A PRODUIT DES EFFETS

La transformation des sous-produits animaux est une activité très encadrée depuis la crise sanitaire des années 2000. La mise en œuvre de cette réglementation stricte a permis à notre filière de revenir à une situation saine.

Les sous-produits animaux toujours très réglementés

La mise en œuvre des réglementations ayant porté ses fruits, la Commission européenne prévoit aujourd'hui un allègement de la réglementation applicable à la filière viande.

ÉVOLUTIONS DE LA LISTE DES MRS (MATÉRIELS À RISQUE SPÉCIFIÉS)

Dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, la Commission européenne a initié fin 2014 deux processus de modification du règlement (CE) n° 999/2001 en ce qui concerne les MRS (matériels à risque spécifiés) chez les bovins. Il s'agit de revoir la liste de ces matières, qui doivent obligatoirement être écartées de la chaîne alimentaire et traitées comme sous-produits animaux de catégorie 1 (destruction par coïncinération notamment).

► La première évolution réglementaire, qui concerne les intestins de bovins, a été adoptée au CPVADAAA (Comité Permanent des Végétaux, des Animaux, des Denrées Alimentaires et des Aliments pour Animaux) le 16 décembre 2014. Cette évolution est conforme à l'avis de l'AESA (ou EFSA) du 13 février 2014. Ce texte prévoit que l'intestin des bovins ne sera plus MRS, à l'exception du caecum et des 4 derniers mètres de l'intestin grêle, étant entendu que cela ne modifiera





AQUACULTURE

Deux dispositions françaises ont été publiées pour encadrer la valorisation des PAT de non-ruminants en aquaculture (autorisée depuis le 1^{er} juin 2013) :

► Une note de service de la DGAI qui formalise la position retenue en France quant à l'obligation d'avoir une filière de valorisation dédiée aux matières issues de non-ruminants.

► Un arrêté ministériel publié fin 2014 encadre les modalités de reconnaissance des laboratoires qui mettent en œuvre des méthodes de PCR pour détecter des constituants issus de ruminants dans les PAT.

pas le classement comme MRS du mésetère des bovins. Le texte, publié le 7 mai 2015, est entré en vigueur le 27 mai 2015.

► La seconde évolution porte sur la mise en cohérence de la réglementation européenne avec les recommandations de l'OIE (Office International des Épizooties). Il s'agit ici de différencier le mode de gestion des MRS selon le statut des États membres vis-à-vis du risque ESB (négligeable, maîtrisé ou indéterminé). L'alignement complet des dispositions européennes avec l'OIE aurait impliqué une suppression totale de la notion de MRS pour l'ensemble des ruminants dans les États membres ayant le statut « risque ESB négligeable » (comme dans les pays tiers ayant ce statut). Cette proposition n'ayant pas été acceptée par les États européens, plusieurs options ont été débattues fin 2014 et début 2015. La proposition adoptée au CPVADAAA du 17 mars 2015 consiste, pour les États membres à risque ESB négligeable, à limiter la liste des MRS aux crâne, cervelle, yeux et moelle épinière des bovins âgés de plus de 12 mois, la liste des MRS pour les ovins et caprins restant inchangée.

Dans la mesure où elle ne rencontrerait pas d'opposition du Parlement européen ou du Conseil, cette proposition pourrait être publiée et entrer en application dans le courant de l'été 2015. Les dix-huit États membres ayant déjà le statut de « risque ESB négligeable » en bénéficieraient immédiatement. La France et quatre autres États membres devraient se voir accorder ce statut par l'OIE en 2015. Dans cette hypothèse, cette mesure sera

applicable en France dès transcription de ce nouveau statut dans la réglementation européenne, prévue dans le courant de l'été 2015.

► Ces évolutions impacteront directement les gisements de sous-produits animaux et impliqueront une réorganisation logistique et industrielle significative de la part des adhérents du SIFCO. Des échanges réguliers avec la DGAI ont lieu afin d'anticiper au mieux ces évolutions.

RÉGLEMENTATION « SOUS-PRODUITS ANIMAUX »

Concernant les règles sanitaires relatives aux sous-produits animaux, deux textes modifiant le règlement (UE) n° 142/2011 sont dernièrement entrés en vigueur :

► Le règlement (UE) 2015/9 a formalisé

deux méthodes alternatives de traitement : la maturation aérobie de cadavres de porc en exploitation agricole (avec incinération ultérieure du produit obtenu) et l'ensilage des cadavres de poissons (avec possibilité de retour au sol).

► Le règlement (UE) n° 592/2014 a décrit les normes à respecter pour l'emploi des graisses animales comme combustible dans les moteurs fixes. Ce texte ouvre la voie à d'autres modifications réglementaires similaires pour permettre l'emploi d'autres matières comme combustible, comme par exemple les farines de viande et d'os de catégorie 1.

Le SIFCO a contribué en 2014 à deux séries de travaux visant à modifier la réglementation française :

► Un arrêté ministériel définira certaines mesures nationales pour l'application des règlements (CE) n° 1069/2009 et (UE) n° 142/2011 sur les sous-produits animaux. Il s'agit de préciser les règles applicables en l'absence de dispositions européennes (par exemple dans le cadre de la subsidiarité) ou celles pour lesquelles les règlements européens laissent des options aux États membres. Cet arrêté ministériel est désormais finalisé et devrait être publié dans le courant de l'année 2015.

► La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt a permis la modification, par voie d'ordonnances, de la partie législative du code rural et de la pêche maritime. Pour ce qui concerne le SIFCO, une ordonnance a été préparée fin 2014 sur les sous-produits animaux, avec en particulier l'adaptation du périmètre de l'équarissage et des sanctions pénales prévues. Cette ordonnance devrait être publiée début juin 2015.



TRANSPORT

Le SIFCO a poursuivi les travaux avec la FACCO (Chambre syndicale des fabricants d'aliments préparés pour chiens, chats, oiseaux et autres animaux familiaux) de rédaction d'une proposition de réglementation pour encadrer les transports de sous-produits animaux et leurs produits dérivés.

Les adhérents sont en effet confrontés depuis fin 2013 à un durcissement des conditions d'exploitation des moyens de transport dédiés aux sous-produits animaux.

Cependant, il a été décidé d'un commun accord de sursoir provisoirement à ces travaux en raison du courrier de la DGAL précisant qu'elle ne donnera pas de dérogation au titre du règlement (UE) n° 56/2003, de l'impossibilité de contrôler l'efficacité du lavage et du risque de détection d'une trace d'ADN tant qu'il n'aura pas été fixé de seuil de tolérance.

Pour 2015, dans le cadre du passage de la France au statut « risque ESB négligeable », il pourrait être envisagé de reprendre ces travaux.

de surveillance des dioxines et PCB dans les corps gras destinés à l'alimentation animale. Les graisses animales sont concernées, chaque usine de production devant effectuer une telle analyse pour 2 000 tonnes de graisses produites. Il est envisagé que cette obligation soit limitée à une analyse pour 5 000 tonnes de graisses produites, avec au moins une analyse par an. ●

●●● DÉPISTAGE DE L'ESB EN ABATTOIR

Pour les bovins abattus en routine en vue de la consommation humaine, le dépistage de l'ESB se limite désormais aux seuls animaux nés avant le 1^{er} janvier 2002. Ce dépistage visait antérieurement tous les bovins âgés de plus de 72 mois. Cet allègement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Cette mesure ne vise pas les animaux morts en élevage ou ceux faisant l'objet d'une surveillance renforcée lors de leur abattage. Ces animaux continuent à faire l'objet d'un dépistage de l'ESB dès lors qu'ils sont âgés de plus de 48 mois.

Par ailleurs, la DGAL a publié en juin 2014 un guide explicatif complet sur la catégorisation des sous-produits animaux et leur devenir. Un second guide, en cours d'élaboration, détaillera spécifiquement le tri des sous-produits animaux à l'abattoir.

COPRODUITS ANIMAUX DANS L'ALIMENTATION ANIMALE

Pour ce qui est des filières de valorisation en alimentation animale, plusieurs dossiers suivent leur cours au niveau européen :

Les travaux européens préparatoires à la réautorisation de l'emploi des protéines animales transformées (PAT) de volaille dans l'alimentation des porcs se poursuivent. Il est prévu qu'un test de détection de l'ADN de porc, dont les opérations de validation ont continué en 2014, soit opérationnel courant 2015. Cela pourrait déclencher le processus d'évolution réglementaire vers les prochaines étapes de l'abandon du « feedban » (interdiction d'utilisation des PAT dans l'alimentation des animaux de rente).

Par ailleurs, la Commission européenne envisage de revoir sa stratégie en termes

« Les travaux européens préparatoires à la réautorisation de l'emploi des protéines animales transformées (PAT) de volaille dans l'alimentation des porcs se poursuivent. »



TEXTE RÉGLEMENTAIRE	ORIGINE UE / FRANCE	OBJET	APPLICATION
1- COLLECTE - TRANSFORMATION DES SOUS-PRODUITS ANIMAUX			
Note de service DGAL n° 2014-32 du 16 janvier 2014	FR	Abrogation de la note de service N°2006-8151 du 19 juin 2006 relative à la collecte, traitements, transport et entreposage des plumes destinées à des usages techniques ou à d'autres usages, agréments des établissements.	23 janvier 2014
Note de service DGAL n° 2014-423 du 30 mai 2014	FR	Parution d'un guide concernant le tri et le devenir des sous-produits animaux ; dispositions générales du règlement (CE) n°1069/2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et aux produits qui en sont dérivés et du règlement d'application (UE) n°142/2011.	5 juin 2014
Règlement (UE) n° 2015/9 du 6 janvier 2015	UE	Méthodes alternatives d'élimination (des cadavres de porc et de poissons notamment).	23 février 2015
2. POLICE SANITAIRE			
Arrêté du 30 septembre 2014	FR	Modifie l'arrêté du 17 mars 1992. Le dépistage de l'ESB à l'abattoir sur les bovins « sains » abattus dans des conditions « normales » ne portera désormais plus que sur ceux nés avant le 1 ^{er} janvier 2002.	1 ^{er} janvier 2015
3. TRANSPORT			
Loi n° 2014-891 du 8 août 2014	FR	Loi de finances rectificative pour 2014 : l'article 16 officialise la taxe « transit poids lourds » et en exonère les véhicules transportant des « carcasses et déchets d'animaux non destinés à la consommation humaine ».	9 août 2014
4. VALORISATION EN ALIMENTATION ANIMALE / PETFOOD			
Note de service DGAL n° 2014-136 du 20 février 2014	FR	Application du règlement (UE) n° 56/2013 de la Commission du 16 janvier 2013 en alimentation animale. Cette note rappelle que, pour une valorisation des PAT de non ruminants en aquaculture, la collecte des matières premières doit être exclusivement réalisée en abattoir et atelier de découpe dédiés au non-ruminant.	27 février 2014
Arrêté du 6 novembre 2014	FR	Reconnaissance des laboratoires recherchant l'ADN de ruminant par PCR.	14 novembre 2014

TEXTE RÉGLEMENTAIRE	ORIGINE UE / FRANCE	OBJET	APPLICATION
5. VALORISATION EN COMBUSTION			
Règlement (UE) n° 592/2014 du 3 avril 2014	UE	Modifie le règlement (UE) n° 142/2011 en ce qui concerne l'utilisation de sous-produits animaux et de produits dérivés comme combustibles dans les installations de combustion.	25 juin 2014
6. ÉQUARRISSAGE			
Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014	FR	Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. Cette loi donne notamment la possibilité au Gouvernement de publier une ordonnance pour modifier le code rural en l'adaptant au droit européen et en redéfinissant l'activité d'équarrissage. Ce texte prévoit également une ordonnance concernant la fertilisation.	14 octobre 2014
7. ENVIRONNEMENT / ICPE			
Décrets n° 2014-284 et 2014-285 du 03 mars 2014	FR	Abrogation de la note de service N°2006-8151 du 19 juin 2006 relative à la collecte, traitements, transport et entreposage des plumes destinées à des usages techniques ou à d'autres usages, agréments des établissements.	23 janvier 2014
Arrêté du 28 avril 2014	FR	Transmission des données de surveillance des émissions des ICPE.	14 mai 2014
Arrêté du 24 janvier 2014	FR	Quotas de GES alloués par site pour 2013-2020.	14 février 2014

INDICATEURS 2014

33 STRUCTURES DE
PRODUCTION EN FRANCE

34 ÉVOLUTION DES MATIÈRES
PREMIÈRES ET PRODUITS
FINIS

40 DONNÉES BRUTES

STRUCTURES DE PRODUCTION EN FRANCE

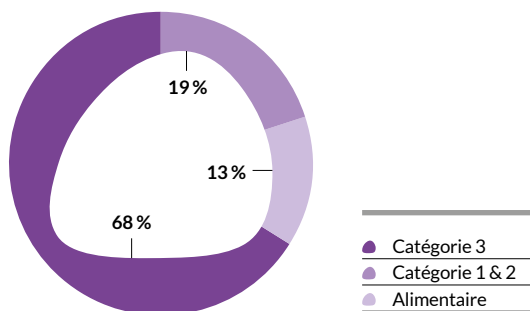
ÉVOLUTION DE 2013 À 2014

Par les adhérents SIFCO – périmètres équivalents

	2013	2014	Évolution 2013-2014 %
Membres	11	12	-
Unités de production	64	68	1,56%
Effectifs	3 164	3 412	7,84%
Tonnages traités	2 831 275	3 248 478	10,07%

Une entreprise adhérente supplémentaire en 2014 et intégration de trois nouvelles unités de production.

LES UNITÉS DE PRODUCTION EN FRANCE EN 2013



CATÉGORIES 1 – 2 – 3 ET ALIMENTAIRE MATIÈRES PREMIÈRES TRAITÉES

ÉVOLUTION DE 2006 À 2014 (EN TONNES)

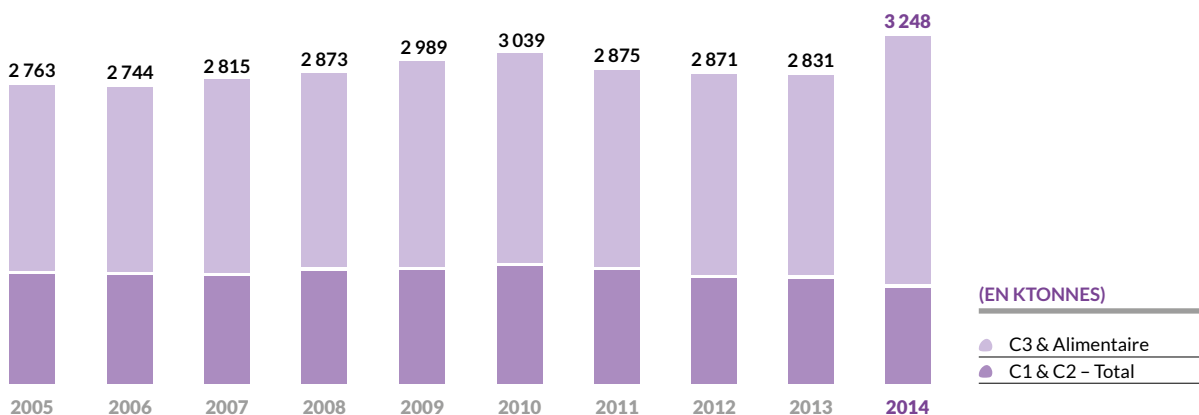
Par les adhérents du SIFCO – Une nouvelle entreprise adhérente en 2014

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Catégorie 3 et alimentaire	1 752 741	1 829 689	1 836 149	1 945 126	1 983 149	2 013 654	1 888 874	1 899 800	2 350 633 ⁽¹⁾
Catégories 1 et 2 Total dont :	991 628	985 420	1 037 782	1 044 795	1 056 399	1 010 219	982 934	931 575	897 845
Service privé de l'équarrissage	553 261	557 831	586 681	798 005	1 045 910	1 006 408	979 381	928 085	894 103
Service public de l'équarrissage	438 367 ⁽²⁾	427 589	451 101	246 790 ⁽²⁾	10 489	3 811	3 553	3 490	3 742
TOTAL	2 744 369	2 815 109	2 873 931	2 989 921	3 039 548	3 023 873	2 871 808	2 831 375	3 248 478

(1) Petfood humide inclus.

(2) Nouveau périmètre du SPE à compter des 01/10/05 – 01/01/06 – 17/07/09.

L'augmentation des tonnages est partiellement due à l'adhésion d'une nouvelle entreprise et à l'intégration de trois nouvelles unités de production.



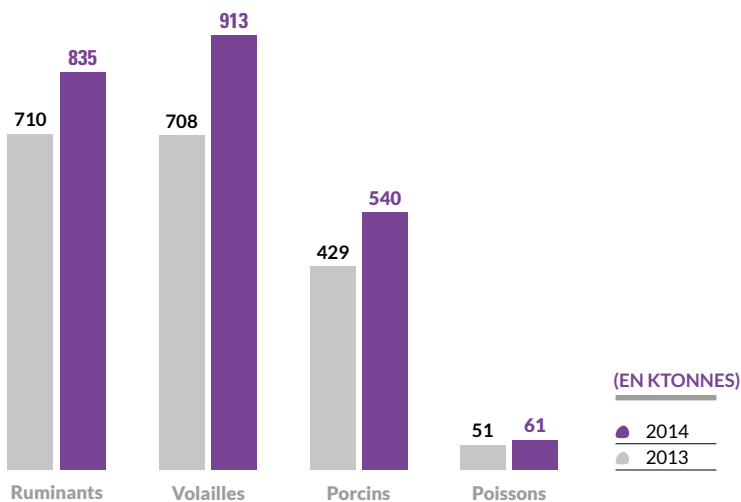
CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE PROVENANCE DES MATIÈRES PREMIÈRES PAR ESPÈCES

ÉVOLUTION DE 2013 À 2014

Une nouvelle entreprise adhérente en 2014

	2013	2014	Évolution 2013-2014	
			Tonnage	%
Ruminants	710 486	835 586	125 100	17,61%
Volailles	708 320	913 695	205 375	28,99%
Porcins	429 519	540 130	110 611	25,75%
Poissons	51 475	61 222	9 747	18,94%
TOTAL	1 899 800	2 350 633	450 833	23,73%

L'augmentation des tonnages est partiellement due à l'adhésion d'une nouvelle entreprise et à l'intégration de trois nouvelles unités de production.



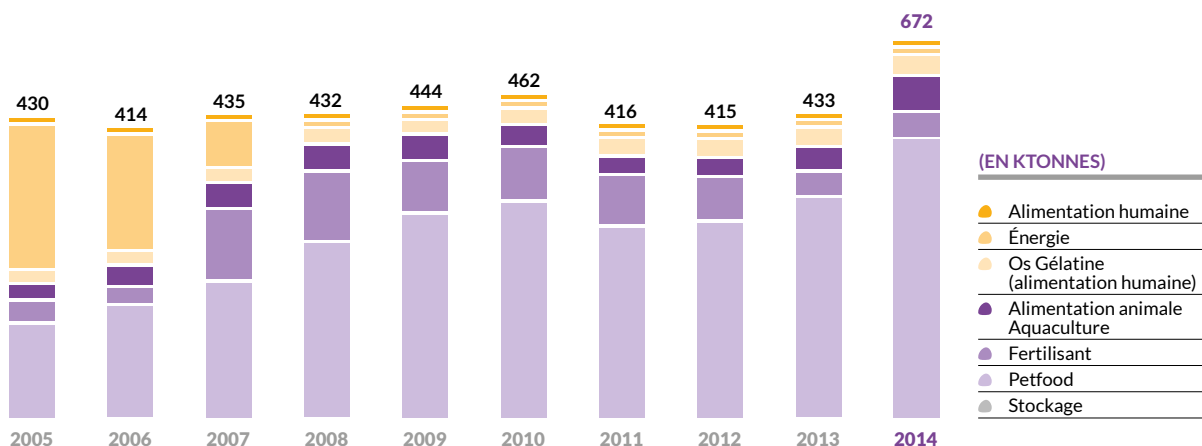
CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE PRINCIPAUX DÉBOUCHÉS DES PROTÉINES ANIMALES

ÉVOLUTION DE 2009 À 2014

Par les adhérents du SIFCO (en tonnes) – Une nouvelle entreprise adhérente en 2014

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2013-2014	
							Tonnage	%
Petfood sec	314 542	333 584	328 086	302 194	340 149	389 348	216 198	63,56%
Petfood humide	NC	NC	NC	NC	NC	166 999	-	-
Fertilisant	75 432	78 868	73 812	63 249	34 082	35 823	1 741	5,11%
Alimentation animale Aquaculture	35 656	28 638	29 431	24 016	32 623	50 142	17 519	53,70%
Os Gélatine (alimentation humaine)	16 963	19 306	22 465	23 701	23 485	26 960	3 475	14,80%
Énergie	1 594	1 700	2 172	1 744	1 699	983	-716	-42,14%
Alimentation humaine	375	210	399	363	1 773	1 943	170	9,59%
Stockage	9	65	0	0	0	0	0	-
TOTAL	444 571	462 371	456 365	415 267	433 811	672 198	238 387	54,95%

L'augmentation des tonnages est partiellement due à l'adhésion d'une nouvelle entreprise et à l'intégration de trois nouvelles unités de production.



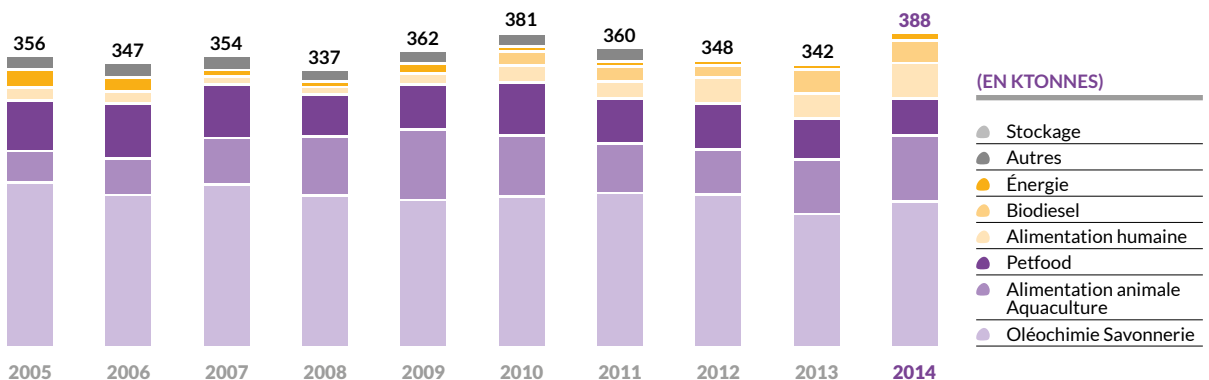
CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE PRINCIPAUX DÉBOUCHÉS DES CORPS GRAS ANIMAUX

ÉVOLUTION DE 2009 À 2014

Par les adhérents du SIFCO (en tonnes) – Une nouvelle entreprise adhérente en 2014

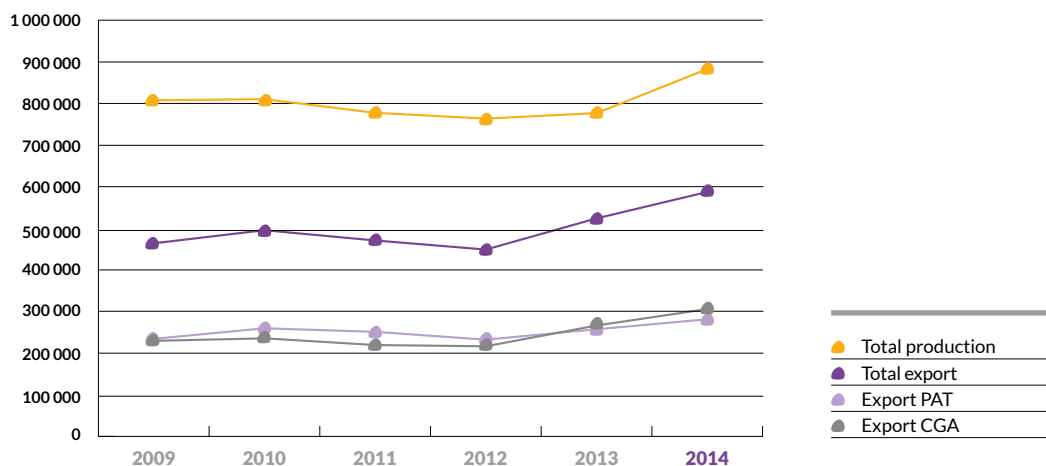
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2013-2014	
							Tonnage	%
Oléochimie Savonnerie	188 953	193 496	198 004	196 197	170 400	187 669	17 269	10,13%
Alimentation animale Aquaculture	88 155	75 472	70 999	54 714	67 809	83 279	15 470	22,81%
Petfood	54 011	65 005	53 690	55 866	49 184	48 921	-263	-0,53%
Alimentation humaine	10 310	17 868	17 999	29 535	28 708	42 297	13 589	47,34%
Biodiesel	-	14 220	15 691	10 844	26 355	25 613	-742	-2,82%
Énergie	8 655	2 383	1 092	1 080	475	980	505	106,32%
Stockage	0	0	0	0	0	0	0	-
Autres	12 872	12 809	13 273	0	0	0	0	-
TOTAL	362 956	381 253	370 748	348 236	342 931	388 759	45 828	13,36%

L'augmentation des tonnages est partiellement due à l'adhésion d'une nouvelle entreprise.



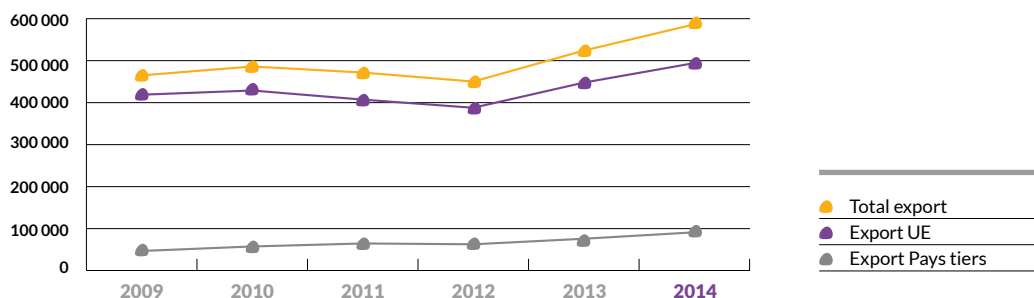
CATÉGORIE 3 L'EXPORTATION REPRÉSENTE UNE PART IMPORTANTE DES MARCHÉS

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE PROTÉINES ANIMALES TRANSFORMÉES ET DE CORPS GRAS ANIMAUX DE CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE (2009 à 2014)



En 2014, plus de 60% des PAT et près de 75% des graisses sont utilisées hors de France.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS DE CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE DANS L'UNION EUROPÉENNE ET VERS LES PAYS TIERS (2009 à 2014)



En 2014, seuls 33% des produits sont destinés au marché français.

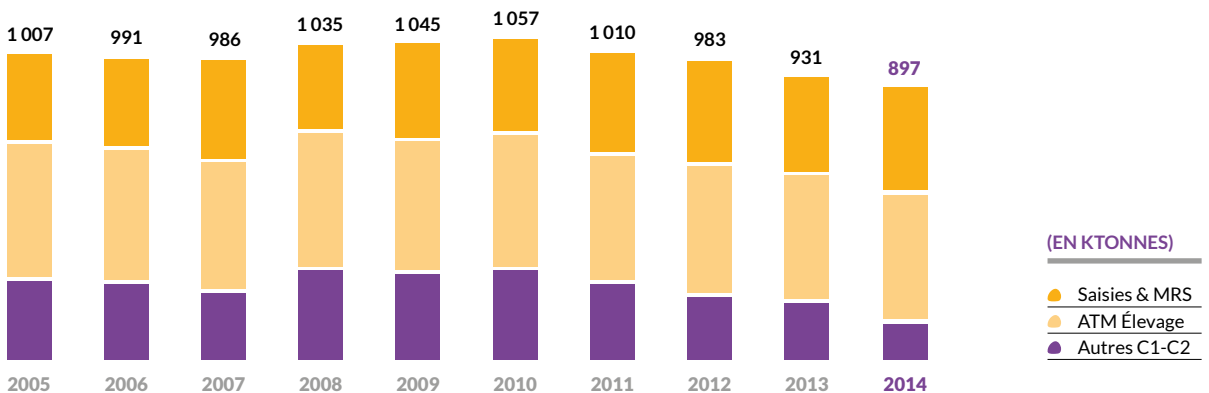
CATÉGORIES 1 ET 2

SERVICES PUBLIC ET PRIVÉ DE L'ÉQUARRISSAGE

MATIÈRES PREMIÈRES

ÉVOLUTION DE 2013 À 2014

		2013	2014	Évolution 2013-2014		
				Tonnage	%	
Service PUBLIC de l'équarrissage	ATM sans détenteur	3 490	3 742	252	7,22%	
Service PRIVÉ de l'équarrissage	Animaux trouvés morts	414 605	420 489	5 884	1,42%	
SOUS-TOTAL ATM (Services PRIVÉ et PUBLIC de l'équarrissage)		418 095	424 231	6 136	1,47%	
Traitement des sous-produits d'abattoirs	Saisies et MRS	Abattoirs et ateliers de découpe	312 959	333 942	20 983	6,70%
		Boucheries	8 063	12 972	4 909	60,88%
	C1-C2 hors saisies et MRS (dégrillage...)		191 886	126 700	-65 186	-33,97%
TOTAL		931 003	897 845	-33 158	-3,56%	



CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE
MATIÈRES PREMIÈRES TRAITÉES – ANNÉE 2014 (EN TONNES)CATÉGORIE 3 ET ALIMENTAIRE
DESTINATION DES PRODUITS TRANSFORMÉS

PROTÉINES – ANNÉE 2014

	Sorties totales	Sorties par destinations détaillées (en tonnes)						
		Incinération	Gélatine	Petfood	Fertilisant	Aquaculture	Alimentation animaux terrestres	Alimentation humaine
Os à gélatine dégraissé Gélatine	26 960	-	26 960	-	-	-	-	-
Farine d'os	24 713	-	-	7 960	16 753	-	-	-
Phosphate dicalcique	29 508	-	-	6	4 240	-	25 262	-
PAT multispèces dont ruminant	160 790	-	-	151 926	8 864	-	-	-
Farine de plumes/soies	38 465	10	-	20 185	4 239	14 031	-	-
PAT de volaille	105 766	935	-	103 954	26	851	-	-
PAT de porc	59 151	-	-	58 323	828	-	-	-
Cretons	17 458	-	-	16 878	-	-	-	580
Farine de poisson	9 707	-	-	1 881	49	6 038	1 739	-
PAT de sang Produits sanguins	32 681	38	-	28 235	824	2 221	-	1 363
Petfood humide	166 999	-	-	166 999	-	-	-	-
TOTAL PROTÉINES	672 198	983	26 960	556 347	35 823	23 141	27 001	1 943

RUMINANTS	PORCINS	VOLAILLES	POISSONS	TOTAL
835 586	540 130	913 695	61 222	2 350 633

CORPS GRAS ANIMAUX - ANNÉE 2014

	Sorties totales	Sorties par destinations détaillées (en tonnes)								
		Combustible			Lipo- chimie	Petfood	Alimen- tation animaux terrestres	Aqua- culture	Alimen- tation humaine	Biodiesel
		Chaudières site de production	Chaudières autres sites	Tiers (cimentiers...)						
Graisse d'os	10 625	-	-	-	3 340	3 527	2 099	-	-	1 659
Graisses multispèces	113 209	241	-	-	108 252	-	-	-	-	4 716
Graisse de volaille	76 851	739	-	-	-	34 834	28 572	8 888	-	3 818
Graisse de porc	73 773	-	-	-	12 316	8 660	25 181	-	13 052	14 564
Huile de poisson	4 088	-	-	-	309	-	-	3 779	-	-
Fonte	110 213	-	-	-	63 452	1 900	14 760	-	29 245	856
TOTAL GRAISSES	388 759	980	0	0	187 669	48 921	70 612	12 667	42 297	25 613

CATÉGORIES 1 ET 2

MATIÈRES PREMIÈRES TRAITÉES - 2014

Service public de l'équarrissage	Service privé de l'équarrissage				TOTAL (en tonnes)
ATM sans détenteurs	Animaux trouvés morts	MRS et saisies Abattoirs & Ateliers découpe	Boucheries	(dégrillage ...)	
3 742	420 489	333 942	12 972	126 700	897 845

DESTINATION DES PRODUITS TRANSFORMÉS - 2014

	Sorties totales (en tonnes)	Sorties par destination (en tonnes)			
		Énergie (incinération)	Fertilisant C2	Énergie (combustion)	Biodiesel
Farines animales	213 931	183 903	30 028	-	-
Graisses animales	96 619	-	-	17 053	79 566

SYNDICAT
DES INDUSTRIES FRANÇAISES
DES CO-PRODUITS ANIMAUX
SIFCO

LE DIAMANT A

92 909 Paris La Défense Cedex
14, rue de la République – 92 800 Puteaux

Tél. : 01 46 53 10 69 – 01 46 53 11 69

Contact : sifco@sifco.fr

www.sifco.fr



SYNDICAT DES INDUSTRIES FRANÇAISES
DES CO-PRODUITS ANIMAUX